

Consultant national : Analyse socioéconomique

Lieu	Togo
Date limite de dépôt des candidatures	25 nov. 2009
Type de contrat	SSA
Langue exigée	Français
Durée du contrat initial	8 semaines
Durée prévue de la mission	8 semaines

Contexte

Le FEM a approuvé en faveur du Togo un fonds de préparation de projet (PPG) en vue de formuler à partir de modèles appropriés, un document de projet (PRODOC) à soumettre à l'approbation du Président du FEM. La formulation se fera sous la supervision du PNUD et en étroite collaboration avec le gouvernement, les bailleurs de fonds, les organisations de la société civile et le secteur privé.

Le projet, estimé à 1.222.200 \$ au titre des fonds du FEM et à 3.000.000 \$ au titre de cofinancements à mobiliser, favorisera la préservation de la biodiversité au Togo ainsi que le renforcement du rôle de conservation du Système National d'Aires Protégées. Ceci sera réalisé essentiellement à travers deux composantes:

- 1) L'amélioration du cadre national de gouvernance pour la gestion des Aires Protégées (AP) ;
- 2) La réhabilitation du complexe d'Aires Protégées Oti – Keran - Mandouri (OKM).

Le PNUD recrute à cet effet, une équipe de consultants nationaux et internationaux, pour réaliser les études préliminaires en vue de l'élaboration du document de projet. Ces consultants travailleront en collaboration avec les points focaux du gouvernement représentés par la Direction de la Faune et des Chasses (Ministère de l'Environnement et des Ressources Forestières pour mener à bien les activités ci-après :

Activité N° 1 du PPG : Collecte des données de référence et analyse du déficit d'information :

- Définition de la situation de référence et des objectifs de l'exercice de rationalisation du système des AP du Togo ;
- Revue des menaces générales et des causes profondes de la perte de la biodiversité au Togo ;
- Élaboration de termes de références (TDR) pour le monitoring du système des AP du Togo ;
- Évaluation initiale des coûts et revenus du système national d'AP;
- Élaboration de TDR pour les autres études qui seront conduites au cours de la mise en œuvre du projet ;
- Conduite d'études spécifiques pour le complexe de l'OKM.

Activité N° 2 du PPG : Évaluation des capacités de gestion des aires protégées

- Initiation du METT pour les AP et du Complexe de l'OKM;
- Évaluation du cadre juridique et réglementaire en vigueur ;
- Évaluation de l'actuel cadre institutionnel en vue d'identifier les capacités et les insuffisances en matière de capacité ;
- Analyse des modèles institutionnels performants et des meilleures pratiques, et recommandation en vue de leur reproduction.

Activité N° 3 du PPG : Consultation et engagement des parties prenantes

- Atelier de démarrage du PPG ;
- Analyse détaillée des parties prenantes ;

- Identification du plan d'implication et de renforcement de capacités des parties prenantes ainsi que les liens entre les initiatives connexes ;
- Dialogue ouvert entre les parties prenantes/communautés et les populations visiteuses et migrantes ;
- Recommandations sur les domaines d'implication des parties prenantes et sur les accords de partenariat.

Activité N° 4 du PPG : Évaluation des coûts du projet et planification du S&E

- Recrutement d'une équipe de consultants ;
- Évaluation des retombées et des résultats du projet y compris les engagements de co-financement ;
- Stratégie de gestion adaptative et de reproduction ;
- Définition des avantages environnementaux locaux, nationaux et mondiaux ;
- Détermination des alternatives les plus efficaces du projet ;
- Identification de la viabilité sociale, institutionnelle, économique et financière ;
- Atelier d'élaboration du projet ;
- Élaboration d'un plan de suivi et évaluation du projet y compris les indicateurs de référence et les cibles ;
- Finalisation du document de projet et de la requête pour approbation du Président du FEM.

Devoirs et responsabilités

Recruté pour **8 semaines** de travail pendant toute la durée du PPG, le socio-économiste rendra compte aux chefs des équipes nationales et internationales. L'expert Socio-économiste national devrait de préférence avoir une spécialisation ou une expérience des questions environnementales. Il/elle appuiera tous les aspects des questions socioéconomiques liées à l'élaboration du projet.

L'expert aura entre autres tâches spécifiques, chargé :

- D'évaluer les informations de base sur le développement social et économique au sein et autour des AP, y compris les questions relatives au régime foncier et à l'utilisation des ressources, les conditions sociales et économiques à travers des activités d'évaluation rapide.
- De conduire une analyse sectorielle du tourisme, d'élaborer une stratégie de promotion des moyens alternatifs de subsistance tels que la chasse et l'intensification de l'agriculture, et l'apiculture, etc.
- De recueillir des informations relatives aux moyens locaux de subsistance, y compris l'appropriation des ressources, les questions de gestion et les conditions de motivation.
- Evaluer la faisabilité des programmes alternatifs de subsistance et faire des recommandations pour le projet.
- De faire des recommandations pour des activités du projet.
- De proposer un ensemble d'indicateurs socioéconomiques pour le projet.

Aptitudes

- Avoir une bonne maîtrise du lien qui existe entre la conservation de la biodiversité et réduction de la pauvreté ;
- Œuvrer à l'émergence de nouvelles solutions en procédant à une analyse minutieuse et logique des problèmes ;
- Définir les priorités, produire des résultats de qualité, respecter les délais et gérer avec efficacité ;
- Écrire et parler clairement et de façon convaincante ;
- Faire preuve d'une écoute attentive et active ;
- Répondre positivement aux feedback critiques et aux opinions contraires.

Qualifications et expériences requises

- Être titulaire d'un diplôme universitaire en socio-économie, en économie rurale, en économie environnementale ou dans un domaine connexe ;
- Avoir une bonne connaissance de la gestion participative des écosystèmes naturels;
- Avoir une excellente maîtrise de l'outil informatique ;
- Avoir 5 années d'expérience de travail, y compris une expérience pertinente en tant que consultant indépendant ;
- Avoir une expérience en MARP et en développement rural ;
- Avoir un raisonnement analytique ;
- Avoir une bonne maîtrise du français parlé et écrit. La connaissance pratique de l'anglais serait un atout.